



Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1993.
Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Vu la proposition des DFEP et DFJP du 29 mars 1993
Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. La modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers est adoptée (neue Fassung).
2. Elle entre en vigueur le 1er mai 1993.

Pour extrait conforme:

Alfred Schlegel

Publication:
Recueil officiel

| Protokollauszug an: | | | | |
|---|------|----------|------|-------|
| <input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage | | | | |
| z.V. | z.K. | Dep. | Anz. | Akten |
| | X | EDA | 10 | - |
| | | EDI | | |
| X | | EJPD | 8 | - |
| | | EMD | | |
| | | EFD | | |
| X | | EVD | 9 | - |
| | | EVED | | |
| | X | BK | 5 | - |
| | X | EFK | 2 | - |
| | X | Fin.Del. | 2 | - |



DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

530.2

Berne, le 29 mars 1993

Au Conseil fédéral

Réglementation des étrangers 1993;

Modification partielle extraordinaire
de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant
le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

1. Introduction

Le 20 janvier 1993, le Conseil fédéral a décidé de resoumettre au Parlement un certain nombre de propositions contenues dans l'ancien "paquet" Eurolex; il a également prévu d'adopter une série de mesures relevant d'un programme de revitalisation de l'économie.

Confronté à un environnement en phase de pleine libéralisation, notre système doit en effet s'engager de manière autonome dans la voie de l'eurocompatibilité afin de renforcer la compétitivité et l'attractivité de la place suisse. Dans ce contexte, les contraintes imposées à libre circulation des personnes actives doivent impérativement être allégées. Aussi le Conseil fédéral a-t-il chargé nos deux départements de lui soumettre une proposition de modification de la réglementation des étrangers qui ne serait pas soumise à la procédure de consultation ordinaire et qui devrait entrer en vigueur le 1er mai 1993, c'est-à-dire dès avant la révision annuelle de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers qui est habituellement décidée en automne.

2. Modifications matérielles

La révision extraordinaire doit conduire à une simplification des procédures administratives, à une libéralisation de l'admission de certaines catégories de travailleurs et à la consolidation progressive du statut des frontaliers occupés depuis plusieurs années en Suisse.

2.1 Admission de personnel dirigeant et hautement qualifié

La dégradation persistante de la situation de l'emploi n'est pas uniquement d'ordre conjoncturel. L'accentuation de la concurrence sur le plan international impose une accélération du rythme d'adaptation structurelle. Malgré l'augmentation du nombre des chômeurs, il apparaît toujours évident que l'économie suisse continue de manquer de personnel hautement qualifié susceptible de jouer une fonction motrice dans le redéploiement de la croissance. Ce phénomène n'étant d'ailleurs pas spécifique à la Suisse, ces travailleurs sont extrêmement recherchés sur le marché de l'emploi international et jouissent de fait d'une pleine mobilité. Il s'agit essentiellement de cadres occupés par les sociétés transnationales, de scientifiques qui se consacrent à la recherche ou encore de spécialistes chargés de mandats importants et ponctuels.

Bien que les relèvements récents et répétés des contingents cantonaux et fédéraux conjugués avec la régression généralisée des demandes permettent largement aux instances compétentes de satisfaire les besoins évidents des entreprises, l'application du principe de la priorité des travailleurs résidents conduit encore à des procédures administratives parfois excessives au vu des résultats et qui, perçues souvent comme des entraves, sont de nature à dissuader les entrepreneurs et les investisseurs. Il convient donc de limiter à des exigences essentielles l'examen des requêtes pour ce personnel qui, de toute évidence, ne saurait être recruté sur le marché régional, voire national du travail et qui d'ailleurs, dans une très grande majorité de cas, ne restera en Suisse que pour des périodes limitées: il est donc proposé de l'exempter de manière expresse de la prescription relative à la priorité des travailleurs résidents.

2.2 Retour facilité après un séjour temporaire à l'étranger

La réglementation a toujours pris en compte les besoins des sociétés oeuvrant sur le plan international qui doivent transférer temporairement des membres de leur personnel à l'étranger. Par une double procédure cantonale et fédérale, le retour en Suisse de ces personnes peut être autorisé, hors contingentement, après une absence allant jusqu'à quatre ans. Pratiquement aucune possibilité de ce genre n'est par contre offerte aux individus qui souhaitent se rendre à l'étranger à des fins de formation ou de perfectionnement professionnel.

A l'heure où les qualifications et la mobilité professionnelle deviennent des exigences prioritaires en matière d'emploi, les contraintes à caractère procédurier et les entraves posées à la mobilité des travailleurs doivent être tenues pour désuètes et levées. Aussi convient-il, tout en maintenant une exigence minimale de contrôle, d'élargir le cercle des personnes pouvant bénéficier des avantages d'une mobilité au-delà des frontières nationales. Il est donc proposé que les personnes se rendant à l'étranger pour un séjour de quatre ans au maximum, puissent être autorisées par les cantons à revenir en Suisse sans nouvelle imputation de contingent.

2.3 Amélioration du statut des frontaliers

Bien qu'il ait diminué du fait de la situation économique, le nombre des frontaliers reste important : leur effectif - près de 170'000 - correspond à celui des travailleurs à l'année. Près de la moitié d'entre eux exercent une activité en Suisse depuis cinq ans au moins: travailleurs généralement qualifiés, voire très qualifiés, ils sont devenus partie intégrante du marché de l'emploi. Malgré leur contribution indiscutable au développement de notre économie, leur statut est resté marqué par une grande précarité, même après de longues années de travail. Ceci est dû pour une bonne part à la carence de bases juridiques: les accords bilatéraux en vigueur régissant leur occupation sont insuffisants, voire dépassés. Le rejet en 1982 du projet de Loi sur les étrangers et le vote négatif du 6 décembre dernier n'ont pas permis d'améliorer leur situation du point de vue juridique.

A l'heure actuelle, une libéralisation s'impose pour des considérations sociales et économiques. Bien que les différents cantons aient généralement adopté, en ces temps de récession, une politique sauvegardant les droits légitimes des frontaliers, il convient de fixer, au niveau du droit fédéral, des principes élémentaires qui garantissent une protection minimale et améliorent la mobilité professionnelle de cette catégorie de travailleurs. Certains avantages, tels la mobilité géographique ou l'exercice d'une activité indépendante, ne sauraient toutefois être accordés sans consultation préliminaire des cantons. Par ailleurs, l'ajustement effectif de leur statut à celui des résidents devra être opéré par la voie de la négociation bilatérale, ou de manière autonome, par la voie législative. Notre proposition doit donc se limiter à fixer un principe pour ce qui est de la prolongation des autorisations et de la mobilité professionnelle qui ne saurait aller jusqu'à la reconnaissance d'un droit à proprement parler. Il n'en reste pas moins que les modifications proposées conduisent à une amélioration du statut du frontalier car seules des perturbations graves du marché de l'emploi sauraient justifier un refus de la part des cantons.

3. Consultation des offices

L'élaboration du projet a été conduite par l'OFIAMT en étroite collaboration avec l'Office fédéral des étrangers. Les services concernés de la Chancellerie fédérale, de l'Office fédéral de la justice, de l'Office fédéral de la statistique ainsi que la Commission fédérale pour les problèmes des étrangers y ont été associés.

4. Appréciation globale et conclusion

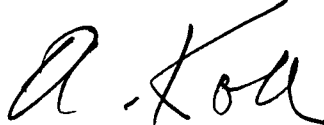
Cette modification extraordinaire de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers s'inscrit au nombre des mesures décidées par le Conseil fédéral aux fins d'une revitalisation de l'économie suisse. Tout en prenant compte le résultat négatif du vote du 6 décembre 1992, elle constitue un nouveau pas dans la voie d'une libéralisation de la circulation des personnes actives que le Conseil fédéral a préconisée dans son rapport du 15 mai 1991.

La proposition, relativement limitée, respecte le principe de la légalité et tient compte également de la marge de négociation qui doit être réservée au Conseil fédéral pour conduire des négociations bilatérales permettant d'aboutir à l'acquisition d'avantages concédés sur la base de la réciprocité.

Compte tenu des considérations développées, nous vous proposons de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE



Annexes :

- Projet de décision du Conseil fédéral
- Projet de modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986
- Commentaires et directives
- Tableau comparatif
- Aperçu des modifications
- Projet de lettre d'accompagnement destinée aux gouvernements cantonaux
- Projet de lettre d'accompagnement destinée aux partis politiques et organisations intéressés
- Communiqué de presse

Extrait du procès-verbal à :

- DFEP 9 (SG 4, OFIAMT 5)
- DFJP 8 (SG 3, OFE 5)

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1993.
Modification partielle de l'Ordonnance du Conseil fédéral
limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Vu la proposition des DFEP et DFJP du 29 mars 1993
Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. La modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers est adoptée.
2. Elle entre en vigueur le 1er mai 1993.

Pour extrait conforme:

Publication:

Recueil officiel

OFIAMT/OFE

Aperçu des modifications de la révision partielle
de la réglementation pour les étrangers (OLE) 1993

♦ Libéralisation de l'admission de dirigeants ou de spécialistes hautement qualifiés

Les dirigeants ou les spécialistes hautement qualifiés indispensables à l'exécution de projets de recherche et de développement importants ou de tâches extraordinaires dans les entreprises, ainsi que ceux transférés dans le cadre d'un groupe, ne sont plus soumis au principe de la priorité des travailleurs résidants, lors de leur admission en Suisse.

Les autorisations sont délivrées par les cantons et l'OFIAMT.

♦ Retour en Suisse facilité pour les étrangers qui ont séjourné temporairement à l'étranger

Les étrangers séjournant en Suisse, qui, pour le compte de leur employeur ou à des fins de perfectionnement, vont à l'étranger pour une durée de quatre ans au maximum, ne sont pas assujettis au contingentement lors de leur retour en Suisse. Toutes les autorisations nécessaires sont délivrées par le canton avant le départ.

♦ Consolidation du statut des frontaliers occupés depuis plusieurs années en Suisse

Les frontaliers qui exercent une activité en Suisse depuis cinq ans, jouissent d'une plus large mobilité professionnelle dans la zone frontalière. La prolongation de l'autorisation, ainsi que le changement de place et de profession, ne pourront leur être refusés, que lorsque des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Modifications applicables dès le 1er mai 1993

Berne, avril 1993

Ordonnance
limitant le nombre des étrangers
(OLE)

Modification du

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

L'ordonnance du 6 octobre 1986 ¹⁾ limitant le nombre des étrangers est modifiée comme il suit:

Art 7, al. 5 et 6

⁵Ne sont pas soumises à l'application du principe de la priorité des travailleurs résidants les demandes pour les travailleurs étrangers désirant venir en Suisse:

- a. En qualité de dirigeants ou de spécialistes qualifiés de sociétés dont l'activité se développe sur le plan international, et qui sont transférés au sein du groupe;
- b. En qualité de dirigeants ou de spécialistes hautement qualifiés, indispensables pour des projets de recherche importants dans des entreprises ou des instituts de recherche, ou indispensables à l'exécution de tâches extraordinaires.

⁶S'agissant de demandes pour l'exercice d'une première activité, il est possible de faire des exceptions au principe de la priorité des travailleurs résidants pour des travailleurs étrangers désirant venir en Suisse pour un temps limité afin de se former ou de se perfectionner.

1) RS 823.21

Art. 13, let. i

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

- i. Les personnes qui ont séjourné provisoirement à l'étranger pour le compte de leur employeur ou à des fins de perfectionnement pour une durée de quatre ans au maximum, si les autorités cantonales de police des étrangers, d'entente avec l'office cantonal de l'emploi, leur ont donné, avant le départ, l'assurance qu'ils pourraient revenir en Suisse;

Art. 23, al. 1 et 1^{bis}

¹Quiconque veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est en règle générale accordée pour un an au plus.

^{1bis}La prolongation de l'autorisation ne pourra être refusée au frontalier qui a exercé une activité de manière ininterrompue depuis cinq ans que si des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Art. 29, al. 4^{bis}

^{4bis}L'autorisation de changer de place et de profession ne pourra être refusée au frontalier qui a exercé une activité depuis cinq ans que si des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Art. 49, al. 1, let. h

¹Les offices cantonaux de l'emploi sont compétents en matière de:

-3-

h. Assentiments pour le retour en Suisse après un séjour provisoire à l'étranger (art. 13, let. i);

Art. 50, let. a

L'OFIAMT est compétent en matière de:

a. Abrogée

Art. 57, 3e al.

³ *Abrogé*

II

La présente modification entre en vigueur le 1er mai 1993.

Au nom du Conseil fédéral suisse

Le président de la Confédération:

Le chancelier de la Confédération:

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère
Révision 1993

TABLEAU

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1992/93

COMPARATIF

Ordonnance
limitant le nombre des étrangers
(OLE)

Modification du

Ordonnance
limitant le nombre des étrangers
(OLE)

du 6 octobre 1986 (modification du 21 octobre 1992)

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

L'ordonnance du 6 octobre 1986 limitant le nombre des
étrangers est modifiée comme il suit:

Art. 7

⁵Ne sont pas soumises à l'application du principe de la
priorité des travailleurs résidents les demandes pour les
travailleurs étrangers désirant venir en Suisse:

- a. En qualité de dirigeants ou de spécialistes qualifiés de
sociétés dont l'activité se développe sur le plan
international, et qui sont transférés au sein du groupe;
- b. En qualité de dirigeants ou de spécialistes hautement
qualifiés, indispensables pour des projets de recherche
importants dans des entreprises ou des instituts de
recherche, ou indispensables à l'exécution de tâches
extraordinaires.

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

Art. 7 Priorité des travailleurs indigènes

⁵S'agissant de demandes pour l'exercice d'une première
activité, il est possible de faire des exceptions pour les
travailleurs étrangers désirant venir en Suisse pour un
temps limité:

- a. Afin de se former ou de se perfectionner;
- b. En qualité de dirigeant ou de spécialiste qualifié de
sociétés dont l'activité se développe sur le plan
international, et qui sont transférés au sein du groupe.

6 S'agissant de demandes pour l'exercice d'une première activité, il est possible de faire des exceptions au principe de la priorité des travailleurs résidents pour des travailleurs étrangers désirant venir en Suisse pour un temps limité afin de se former ou de se perfectionner.

Art. 13

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

- i. Les personnes qui ont séjourné provisoirement à l'étranger pour le compte de leur employeur ou à des fins de perfectionnement pour une durée de quatre ans au maximum, si les autorités cantonales de police des étrangers, d'entente avec l'office cantonal de l'emploi, leur ont donné, avant le départ, l'assurance qu'ils pourraient revenir en Suisse;

Art. 23

1 Quiconque veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est en règle générale accordée pour un an au plus.

1bis La prolongation de l'autorisation ne pourra être refusée au frontalier qui a exercé une activité de manière ininterrompue depuis cinq ans que si des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Art. 13 Exceptions

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

- i. Les étrangers qui ont été envoyés provisoirement à l'étranger par leur employeur:
 1. Lorsque le séjour à l'étranger n'a pas dépassé deux ans et que les autorités cantonales de police des étrangers, d'entente avec l'office cantonal de l'emploi, leur ont donné, avant le départ, l'assurance qu'ils pourraient revenir en Suisse;
2. Lorsque, pour des séjours plus longs, l'OFIAMT leur a donné son approbation pour le retour;

Art. 23 Autorisations

1 Quiconque veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est accordée pour un an au plus.

Art. 29

^{4bis}L'autorisation de changer de place et de profession ne pourra être refusée au frontalier qui a exercé une activité depuis cinq ans que si des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Art. 29 Changement de place, de profession et de canton

⁴Le changement de place, de profession ou de canton sera autorisé lorsque le contrat de travail a été résilié régulièrement et que rien ne s'oppose à ce que l'étranger occupe un nouvel emploi selon les prescriptions fédérales.

Art. 49

¹Les offices cantonaux de l'emploi sont compétents en matière de:

Art. 49 Offices cantonaux de l'emploi

¹Les offices cantonaux de l'emploi sont compétents en matière de:

h. Assentiments pour le retour en Suisse après un séjour provisoire à l'étranger (art. 13, let. i);

Art. 50

L'OFIAMT est compétent en matière de:

Art. 50 OFIAMT

L'OFIAMT est compétent en matière de:

a. Abrogée

a. Approbations pour le retour après un séjour prolongé à l'étranger (art. 13, let. i, ch.2);

II

La présente modification entre en vigueur le 1er mai 1993.

Au nom du Conseil fédéral suisse

Le président de la Confédération:

Le chancelier de la Confédération:

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Berne, le

Aux
gouvernements cantonaux

Réglementation des étrangers 1993;

Modification partielle extraordinaire
de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant
le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Monsieur le Président,
Madame la Conseillère d'Etat,
Messieurs les Conseillers d'Etat,

Prenant en compte le résultat négatif du vote du 6 décembre 1992 et confronté à la nécessité d'engager, de manière autonome, des réformes du système qui permettent d'améliorer la compétitivité et l'attractivité de la place suisse, le Conseil fédéral a décidé, le 21 avril, une modification partielle de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers qui entrera en vigueur le 1er mai 1993. Cette modification extraordinaire fait partie du premier "paquet" de mesures aux fins d'une revitalisation de l'économie, adopté le 20 janvier dernier.

1. Considérations générales

Dans le contexte critique actuel, il apparaît de plus en plus évident que certaines contraintes imposées à la libre circulation des personnes actives constituent une entrave au redéploiement de la croissance. Aussi le Conseil fédéral, en se situant dans la ligne de la politique définie dans son rapport du 15 mai 1991, a-t-il décidé de poursuivre une libéralisation des mesures limitatives, voie dans laquelle il s'était engagé en automne dernier, lors de la révision annuelle de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers.

Cette révision extraordinaire de la réglementation, qui n'a pas été soumise à la procédure ordinaire de consultation, a pris en considération les vœux et les arguments avancés à plusieurs reprises déjà par les milieux politiques et économiques, lors des consultations précédentes. La procédure ordinaire de révision de la réglementation sera engagée, comme d'habitude, au début de l'été.

2. Modifications matérielles

Les modifications matérielles qui entreront en vigueur dès le 1er mai 1993 tendent à une simplification des procédures administratives, à une libéralisation de l'admission de certaines catégories de travailleurs hautement qualifiés et à la consolidation progressive du statut des frontaliers occupés depuis plusieurs années en Suisse.

2.1 Admission de personnel dirigeant et hautement qualifié

L'accentuation de la concurrence sur le plan international impose une accélération du rythme d'adaptation structurelle de notre économie. Dans cette optique, il s'avère d'autant plus indispensable de pouvoir faire appel à du personnel hautement qualifié susceptible de jouer une fonction motrice dans ce processus étendu aux dimensions mondiales. Continuer d'imposer des entraves à la mobilité dont ces travailleurs jouissent en fait dans la quasi-totalité des pays, conduirait à l'isolement du nôtre par l'effet dissuasif que ces mesures exercent sur les entrepreneurs et investisseurs potentiels.

L'abrogation formelle, pour ce personnel, du principe de la priorité des travailleurs résidents ne saurait avoir d'incidence négative sur la situation de l'emploi. Eu égard à la teneur des dossiers et au résultat auquel il aboutissait, l'examen de ces requêtes a déjà été considérablement allégé par la plupart des cantons; une accélération ultérieure de la procédure améliorera sans aucun doute l'image de marque de la Suisse dont la réglementation, malgré les allègements consentis, continue d'être tenue pour excessivement restrictive et partant, dissuasive.

2.2 Retour facilité après un séjour temporaire à l'étranger

A l'heure où les qualifications et la mobilité professionnelle deviennent des exigences prioritaires en matière d'emploi productif, il apparaît indispensable de simplifier la procédure à laquelle sont soumises les entreprises suisses lors des transferts temporaires de personnel à l'étranger. Aussi la compétence en matière d'assurance d'autorisation de retour sera-t-elle désormais le seul fait des autorités cantonales qui pourront se prononcer pour des absences allant jusqu'à quatre ans au maximum.

Il a été également décidé d'offrir désormais la même possibilité aux individus qui entendent se rendre, de leur propre initiative, à l'étranger aux fins de formation ou de perfectionnement professionnel. Cela permettra au marché du travail suisse de ne pas perdre des forces jeunes déjà bien intégrées dans le pays et dont l'absence temporaire est justifiée par des considérations de promotion professionnelle.

2.3 Amélioration du statut des frontaliers

Malgré la diminution constante enregistrée depuis 1991, le nombre des frontaliers reste important et leur effectif - 170'000 environ - correspond à celui des travailleurs à l'année. Près de la moitié d'entre eux travaillent régulièrement en Suisse depuis au moins cinq ans. Les cantons intéressés ont reconnu, en 1988 déjà, que ces travailleurs généralement qualifiés, voire très qualifiés, sont devenus partie intégrante de leur marché de l'emploi. Leur statut reste toutefois marqué par une grande précarité, même après de longues années de travail: le rejet en 1982 du projet de "Loi sur les étrangers" et le vote négatif du 6 décembre dernier n'ont pas permis d'améliorer leur situation juridique.

A l'heure actuelle, une libéralisation s'impose pour des considérations non seulement sociales, mais aussi économiques. Il convient donc de fixer, au niveau du droit fédéral, des principes élémentaires qui garantissent une protection minimale et améliorent la mobilité professionnelle de cette importante catégorie de travailleurs. Un équitable et effectif ajustement de leur statut à celui des résidents, tel que préconisé par le Conseil fédéral dans sa décision du 20 janvier dernier, devra être poursuivi: certains avantages

pourront être accordés après consultation des cantons, d'autres, telle la reconnaissance de droits au sens strict du terme, ne sauraient être consentis que par la voie de la négociation bilatérale ou de manière autonome, par la voie législative. Les modifications décidées par le Conseil fédéral conduisent cependant déjà à une amélioration du statut du frontalier car seules des perturbations graves du marché de l'emploi sauraient justifier un refus cantonal en matière de prolongation du permis ou d'autorisation de changer de place et de profession.

3. Conclusion

En adoptant cette modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers, le Conseil fédéral entend améliorer le plus rapidement possible les conditions-cadres de l'économie suisse afin de lui permettre de faire face au formidable défi que constitue pour elle le nouvel environnement international en phase de pleine libéralisation. Ces mesures ne seront sans doute et de loin pas suffisantes.

En franchissant ce nouveau pas dans la voie de l'alignement européen, le Conseil fédéral a tenu compte des impératifs politiques, économiques et sociaux propres au pays; il estime avoir ainsi répondu aux vœux exprimés par un grand nombre de milieux concernés.

Veillez agréer, Monsieur le Président, Madame la Conseillère d'Etat, Messieurs les Conseillers d'Etat, l'assurance de notre haute considération.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Annexes :

- Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986; modification du 21 avril 1993
- Commentaires et directives
- Tableau comparatif
- Aperçu des modifications
- Communiqué de presse

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Berne, le

Aux

- partis politiques
 - associations faïtières
des employeurs et
des travailleurs
-

Réglementation des étrangers 1993;

Modification partielle extraordinaire
de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant
le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Mesdames,
Messieurs,

Prenant en compte le résultat négatif du vote du 6 décembre 1992 et confronté à la nécessité d'engager, de manière autonome, des réformes du système qui permettent d'améliorer la compétitivité et l'attractivité de la place suisse, le Conseil fédéral a décidé, le 21 avril, une modification partielle de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers qui entrera en vigueur le 1er mai 1993. Cette modification extraordinaire fait partie du premier "paquet" de mesures aux fins d'une revitalisation de l'économie, adopté le 20 janvier dernier.

1. Considérations générales

Dans le contexte critique actuel, il apparaît de plus en plus évident que certaines contraintes imposées à la libre circulation des personnes actives constituent une entrave au redéploiement de la croissance. Aussi le Conseil fédéral, en se situant dans la ligne de la politique définie dans son rapport du 15 mai 1991, a-t-il décidé de poursuivre une libéralisation des mesures limitatives, voie dans laquelle il s'était engagé en automne dernier, lors de la révision annuelle de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers.

Cette révision extraordinaire de la réglementation, qui n'a pas été soumise à la procédure ordinaire de consultation, a pris en considération les vœux et les arguments avancés à plusieurs reprises déjà par les milieux politiques et économiques, lors des consultations précédentes. La procédure ordinaire de révision de la réglementation sera engagée, comme d'habitude, au début de l'été.

2. Modifications matérielles

Les modifications matérielles qui entreront en vigueur dès le 1er mai 1993 tendent à une simplification des procédures administratives, à une libéralisation de l'admission de certaines catégories de travailleurs hautement qualifiés et à la consolidation progressive du statut des frontaliers occupés depuis plusieurs années en Suisse.

2.1 Admission de personnel dirigeant et hautement qualifié

L'accentuation de la concurrence sur le plan international impose une accélération du rythme d'adaptation structurelle de notre économie. Dans cette optique, il s'avère d'autant plus indispensable de pouvoir faire appel à du personnel hautement qualifié susceptible de jouer une fonction motrice dans ce processus étendu aux dimensions mondiales. Continuer d'imposer des entraves à la mobilité dont ces travailleurs jouissent en fait dans la quasi-totalité des pays, conduirait à l'isolement du nôtre par l'effet dissuasif que ces mesures exercent sur les entrepreneurs et investisseurs potentiels.

L'abrogation formelle, pour ce personnel, du principe de la priorité des travailleurs résidents ne saurait avoir d'incidence négative sur la situation de l'emploi. Eu égard à la teneur des dossiers et au résultat auquel il aboutissait, l'examen de ces requêtes a déjà été considérablement allégé par la plupart des cantons; une accélération ultérieure de la procédure améliorera sans aucun doute l'image de marque de la Suisse dont la réglementation, malgré les allègements consentis, continue d'être tenue pour excessivement restrictive et partant, dissuasive.

2.2 Retour facilité après un séjour temporaire à l'étranger

A l'heure où les qualifications et la mobilité professionnelle deviennent des exigences prioritaires en matière d'emploi productif, il apparaît indispensable de simplifier la procédure à laquelle sont soumises les entreprises suisses lors des transferts temporaires de personnel à l'étranger. Aussi la compétence en matière d'assurance d'autorisation de retour sera-t-elle désormais le seul fait des autorités cantonales qui pourront se prononcer pour des absences allant jusqu'à quatre ans au maximum.

Il a été également décidé d'offrir désormais la même possibilité aux individus qui entendent se rendre, de leur propre initiative, à l'étranger aux fins de formation ou de perfectionnement professionnel. Cela permettra au marché du travail suisse de ne pas perdre des forces jeunes déjà bien intégrées dans le pays et dont l'absence temporaire est justifiée par des considérations de promotion professionnelle.

2.3 Amélioration du statut des frontaliers

Malgré la diminution constante enregistrée depuis 1991, le nombre des frontaliers reste important et leur effectif - 170'000 environ - correspond à celui des travailleurs à l'année. Près de la moitié d'entre eux travaillent régulièrement en Suisse depuis au moins cinq ans. Les cantons intéressés ont reconnu, en 1988 déjà, que ces travailleurs généralement qualifiés, voire très qualifiés, sont devenus partie intégrante de leur marché de l'emploi. Leur statut reste toutefois marqué par une grande précarité, même après de longues années de travail: le rejet en 1982 du projet de "Loi sur les étrangers" et le vote négatif du 6 décembre dernier n'ont pas permis d'améliorer leur situation juridique.

A l'heure actuelle, une libéralisation s'impose pour des considérations non seulement sociales, mais aussi économiques. Il convient donc de fixer, au niveau du droit fédéral, des principes élémentaires qui garantissent une protection minimale et améliorent la mobilité professionnelle de cette importante catégorie de travailleurs. Un équitable et effectif ajustement de leur statut à celui des résidents, tel que préconisé par le Conseil fédéral dans sa décision du 20 janvier dernier, devra être poursuivi: certains avantages

pourront être accordés après consultation des cantons, d'autres, telle la reconnaissance de droits au sens strict du terme, ne sauraient être consentis que par la voie de la négociation bilatérale ou de manière autonome, par la voie législative. Les modifications décidées par le Conseil fédéral conduisent cependant déjà à une amélioration du statut du frontalier car seules des perturbations graves du marché de l'emploi sauraient justifier un refus cantonal en matière de prolongation du permis ou d'autorisation de changer de place et de profession.

3. Conclusion

En adoptant cette modification de l'Ordonnance limitant le nombre des étrangers, le Conseil fédéral entend améliorer le plus rapidement possible les conditions-cadres de l'économie suisse afin de lui permettre de faire face au formidable défi que constitue pour elle le nouvel environnement international en phase de pleine libéralisation. Ces mesures ne seront sans doute et de loin pas suffisantes.

En franchissant ce nouveau pas dans la voie de l'alignement européen, le Conseil fédéral a tenu compte des impératifs politiques, économiques et sociaux propres au pays; il estime avoir ainsi répondu aux vœux exprimés par un grand nombre de milieux concernés.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE

Annexes :

- Ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986; modification du 21 avril 1993
- Commentaires et directives
- Tableau comparatif
- Aperçu des modifications
- Communiqué de presse

ADRESSENLISTE / LISTE DES ADRESSESI. Politische Parteien / Partis politiques

- FDP Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz
Postfach 6136, 3001 Bern
- CVP Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz
Postfach, 3001 Bern
- SPS Sozialdemokratische Partei der Schweiz
Postfach, 3001 Bern
- SVP Schweizerische Volkspartei Generalsekretariat
Postfach, 3000 Bern 26
- LPS Liberale Partei der Schweiz
Postfach 7107, 3001 Bern
- LdU Landesring der Unabhängigen
Postfach 7075, 3001 Bern
- EVP Evangelische Volkspartei der Schweiz
Postfach, 8023 Zürich
- PST Parti Suisse du Travail
Case postale 232, 1211 Genève 8
- SD Schweizer Demokraten
Postfach 8116, 3001 Zürich
- GPS Grüne Partei der Schweiz
Marienstrasse 11
3005 Bern
- Schweizer Auto-Partei/
DIE FREIHEITLICHEN
Postfach, 4622 Egerkingen
- Lega dei Ticinesi
Casella postale 2311
6901 Lugano
- FraP Frauen macht Politik
Postfach 9353, 8036 Zürich
- EDU Eidgenössisch-Demokratische Union
Postfach, 3607 Thun 7
- CSP Christlichsoziale Partei
Postfach 5775, 3001 Bern

II. Spitzenverbände der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen /
Associations faïtières des employeurs et des travailleurs

- SHIV Schweizerischer Handels- und Industrie-Verein (Vorort)
Postfach 690, 8034 Zürich
- Schweizerischer Gewerbeverband
Postfach 2721, 3001 Bern
- Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen
Postfach 504, 8034 Zürich
- Schweizerischer Bauernverband
Laurstrasse 10, 5200 Brugg
- Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Postfach 64, 3000 Bern 23
- Vereinigung Schweizerischer Angestelltenverbände
Badenerstr. 332, 8004 Zürich
- Christlichnationaler Gewerkschaftsbund der Schweiz
Postfach 5775, 3001 Bern
- Landesverband Freier Schweizer Arbeitnehmer
Badenerstr. 41, 8004 Zürich

OFFICE FEDERAL DE L'INDUSTRIE,
DES ARTS ET METIERS ET DU TRAVAIL

OFFICE FEDERAL
DES ETRANGERS

Berne, mai 1993

Commentaires et directives concernant la modification
du 21 avril 1993 de l'Ordonnance limitant le nombre des
étrangers (OLE)

Article 7 Priorité des travailleurs indigènes

L'article 7, 5e alinéa OLE - modifié en automne dernier - a été une nouvelle fois adapté afin de mieux répondre aux besoins actuels des milieux économiques et scientifiques oeuvrant sur le plan international. Le principe de la libre circulation des qualifications n'est plus contesté dans le monde actuel, qu'il s'agisse de transferts au sein d'un groupe transnational, de participation à des programmes de recherche ou de prestation de services de haute technicité.

L'expérience a montré que le marché du travail national, même en cas de tension décroissante, n'est de loin pas en mesure de satisfaire ces besoins. Aussi, les procédures exigées jusqu'ici aux fins de l'application du principe de la priorité des travailleurs résidants, peuvent-elles - si suivies de manière rigoureuse -, finir par constituer une entrave, sérieuse et en fin de comptes inutile, au développement des activités. Elles peuvent certainement, de surcroît, avoir un effet dissuasif sur les investisseurs potentiels intéressés à la place suisse.

L'abrogation formelle de ce principe pour des catégories bien définies de travailleurs étrangers qui demeurent soumises à contingentement, conduira à une simplification notable de l'examen des demandes. Les requérants devront cependant continuer de présenter des dossiers fournissant aux autorités les éléments nécessaires pour justifier l'application de l'article 7, 5e alinéa OLE et la libération éventuelle d'unités des contingents cantonal ou fédéral.

L'article 7, 6e alinéa OLE ne fait que reprendre la disposition de l'ancien article 7, 5e alinéa, lettre a OLE qui prévoit la possibilité de faire des exceptions au principe de la priorité des travailleurs résidants lorsqu'il s'agit de séjours temporaires aux fins de formation ou de perfectionnement professionnels.

Article 13 Exceptions aux mesures de contingentement

L'article 13, lettre i OLE a été modifié également pour mieux répondre aux exigences croissantes en matière de mobilité des personnes. La nouvelle disposition comporte deux modifications par rapport au régime en vigueur: une simplification de la procédure par le transfert aux cantons de la compétence d'autoriser d'emblée le retour après une absence de quatre ans au maximum et la possibilité, même pour les titulaires d'une autorisation de séjour à l'année, de s'absenter à des fins personnelles de perfectionnement. Jusqu'ici en effet cette possibilité était réservée aux étrangers établis et pour une durée de deux ans seulement.

Article 23 Autorisations pour les frontaliers

L'article 23, 1er alinéa OLE a été modifié pour être en conformité totale avec l'article 5, 1er alinéa de la LSEE qui ne fixe pas une limite impérative pour la durée de la première autorisation de séjour à l'année. Aussi les cantons pourront-ils, comme c'est déjà le cas en matière de prolongations, accorder aux primo-frontaliers des autorisations d'une validité supérieure à une année. Cette modification s'inscrit dans la ligne d'ajustement du statut du frontalier à celui des résidents.

L'article 23, 1er alinéa bis OLE - nouveau - doit servir à la consolidation du statut juridique du frontalier occupé depuis plusieurs années en Suisse. S'il n'est pas possible, eu égard au principe de la légalité, d'inscrire, dans l'ordonnance fédérale, un droit proprement dit à la prolongation, il

s'avère nécessaire de fixer un principe général équivalant à une reconnaissance de fait d'une prétention légitime d'un travailleur qui, s'il était résident, aurait accès au statut d'établi avec les avantages indiscutables qu'il comporte en matière d'emploi. Le souci de donner un contenu substantiel à la politique d'intégration suivie par le Conseil fédéral conduit à imprimer un caractère exceptionnel à une pratique dérogatoire au principe de la prolongation: aussi seul un fléchissement important de l'activité économique entraînant une perturbation grave et durable du marché du travail saurait-il justifier des refus de prolongations qui équivaldraient à des mises à pied administratives. En décidant d'inscrire ce principe dans l'ordonnance, le Conseil fédéral a jugé que la situation actuelle n'est pas de nature à justifier une pratique de rigueur à l'égard des frontaliers qui peuvent, en raison de la durée de leur occupation, être considérés comme des forces productives faisant partie intégrante du marché de l'emploi.

Article 29 Changement de place, de profession, de canton

La modification apportée à l'article 29, 2e alinéa OLE, le 21 octobre 1992, abolissait pour les frontaliers le délai d'attente d'une année pendant lequel le changement de place, de profession ou de canton ne pouvait être autorisé que dans des circonstances exceptionnelles. Les cantons peuvent donc aujourd'hui autoriser en tout temps la mobilité professionnelle et géographique du frontalier.

L'article 29, 4e alinéa bis OLE, nouveau, entend reconnaître au frontalier une légitime prétention à la mobilité professionnelle (changement de place et de profession) dans la zone frontalière à l'intérieur de laquelle il a été autorisé à travailler. Là également, le Conseil fédéral a voulu imprimer à une pratique dérogatoire au principe général établi, le caractère exceptionnel qui doit régir celle pouvant aboutir au refus de la prolongation.

Il convient de relever que l'accord franco-suisse de 1958 réglant le statut des travailleurs frontaliers reconnaît à ceux-ci le droit au changement de place après deux ans d'activité déjà; il ne fixe par contre pas de limite au régime de l'autorisation préalable pour le changement de profession.

B I G A / B F A**Übersicht über die Änderungen
der vorgezogenen Revision der Ausländerregelung (BVO) 1993****● Liberalisierte Zulassung für hochqualifizierte Führungskräfte und Spezialisten**

Führungskräfte und hochqualifizierte Fachleute für bedeutende Forschungs- und Entwicklungsprojekte und für ausserordentliche Aufgaben in Unternehmen sowie für den internationalen Kadertransfer sind bei der Zulassung zum schweizerischen Arbeitsmarkt vom Vorrang für inländische Arbeitskräfte ausgenommen.

Bewilligungen erteilen die Kantone und das BIGA.

● Erleichterte Wiedereinreise in die Schweiz für ausländische Aufenthalter nach vorübergehendem Auslandsaufenthalt

Ausländische Aufenthalter, die im Auftrag ihres Arbeitgebers oder zur Weiterbildung bis zu vier Jahren ins Ausland gehen, sind bei ihrer Wiedereinreise von der Kontingentierung befreit. Alle nötigen Zustimmungen vor der Ausreise erteilen die Kantone.

● Besserstellung für langjährige Grenzgänger auf dem schweizerischen Arbeitsmarkt

Grenzgänger, die seit fünf Jahren in der Schweiz erwerbstätig sind, geniessen eine weitgehende berufliche Freizügigkeit in der Grenzzone. Die Verlängerung der Erwerbsbewilligung sowie der Stellen- oder Berufswechsel können ihnen nur verweigert werden, wenn schwere Störungen auf dem Arbeitsmarkt dazu zwingen.

Änderungen gültig ab 1. Mai 1993

Bern, im April 1993

Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

Änderung vom

*Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:*

I

Die Verordnung vom 6. Oktober 1986¹⁾ über die Begrenzung der Zahl der Ausländer wird wie folgt geändert:

Art. 7 Abs. 5 und 6

⁵Ausgenommen vom Vorrang der inländischen Arbeitnehmer sind Gesuche zur erstmaligen Erwerbstätigkeit von ausländischen Arbeitnehmern, die einreisen wollen:

- a. als Führungskräfte oder qualifizierte Fachleute international tätiger Unternehmen im Rahmen eines betrieblichen Kadertransfers;
- b. als Führungskräfte oder hochqualifizierte Fachleute, die für bedeutende Forschungsprojekte in Unternehmungen und Forschungsinstituten unentbehrlich oder für die Erfüllung ausserordentlicher Aufgaben unerlässlich sind.

⁶Ausnahmen vom Vorrang der inländischen Arbeitnehmer sind möglich bei Gesuchen zur erstmaligen Erwerbstätigkeit von ausländischen Arbeitnehmern, die für begrenzte Zeit zur Aus- oder Weiterbildung einreisen wollen.

1) SR 823.21

Art. 13 Bst. i

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

- i. Personen, die sich vorübergehend im Auftrag des Arbeitgebers oder zu Weiterbildungszwecken für höchstens vier Jahre im Ausland aufgehalten haben, wenn vor der Ausreise die kantonale Fremdenpolizeibehörde im Einvernehmen mit der kantonalen Arbeitsmarktbehörde eine Zusicherung für die Wiedereinreise erteilt hat;

Art. 23 Abs. 1 und 1bis

¹Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die erstmalige Bewilligung wird in der Regel für höchstens ein Jahr erteilt.

^{1bis}Dem Grenzgänger, der seit fünf Jahren ununterbrochen eine Erwerbstätigkeit ausgeübt hat, kann die Verlängerung der Bewilligung nur verweigert werden, wenn schwere Störungen des Arbeitsmarktes dies erfordern.

Art. 29 Abs. 4bis

^{4bis}Dem Grenzgänger, der seit fünf Jahren eine Erwerbstätigkeit ausgeübt hat, kann der Stellen- oder Berufswechsel nur verweigert werden, wenn schwere Störungen des Arbeitsmarktes dies erfordern.

Art. 49 Abs. 1 Bst. h

¹Die kantonalen Arbeitsmarktbehörden sind zuständig für:

h. die Zustimmung zur Wiedereinreise nach vorübergehendem
Auslandaufenthalt (Art. 13 Bst. i);

Art. 50 Bst. a

Das BIGA ist zuständig für:

a. *Aufgehoben*

Art. 57 Abs. 3

³ *Aufgehoben*

II

Diese Änderung tritt am 1. Mai 1993 in Kraft.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident:

Der Bundeskanzler:

Vergleichende Darstellung

Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

Änderung vom

Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:

I

Die Verordnung vom 6. Oktober 1986 über die
Begrenzung der Zahl der Ausländer wird wie folgt
geändert:

Art. 7

⁵Ausgenommen vom Vorrang der inländischen Arbeit-
nehmer sind Gesuche zur erstmaligen Erwerbstätig-
keit von ausländischen Arbeitnehmern, die einrei-
sen wollen:

- a. als Führungskräfte oder qualifizierte Fachleute
international tätiger Unternehmen im Rahmen
eines betrieblichen Kadertransfers;

Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

vom 6. Oktober 1986 (Stand 21. Oktober 1992)

Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:

Art. 7 Vorrang der inländischen Arbeitnehmer

⁵Ausnahmen sind möglich bei Gesuchen zur erst-
maligen Erwerbstätigkeit von ausländischen Arbeit-
nehmern, die für begrenzte Zeit einreisen wollen:

- a. zum Zwecke der Aus- oder Weiterbildung

b. als Führungskräfte oder hochqualifizierte Fachleute, die für bedeutende Forschungsprojekte in Unternehmen und Forschungsinstitutionen unentbehrlich oder für die Erfüllung ausserordentlicher Aufgaben unerlässlich sind.

⁶Ausnahmen vom Vorrang der inländischen Arbeitnehmer sind möglich bei Gesuchen zur erstmaligen Erwerbstätigkeit von ausländischen Arbeitnehmern, die für begrenzte Zeit zur Aus- oder Weiterbildung einreisen wollen.

Art. 13

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

i. Personen, die sich vorübergehend im Auftrag des Arbeitgebers oder zu Weiterbildungszwecken für höchstens vier Jahre im Ausland aufgehalten haben, wenn vor der Ausreise die kantonale Fremdenpolizeibehörde im Einvernehmen mit der kantonalen Arbeitsmarktbehörde eine Zusicherung für die Wiedereinreise erteilt hat;

Art. 23

¹Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die erstmalige Bewilligung wird in der Regel für höchstens ein Jahr erteilt.

^{1bis}Dem Grenzgänger, der seit fünf Jahren ununterbrochen eine Erwerbstätigkeit ausgeübt hat, kann die Verlängerung der Bewilligung nur verweigert werden, wenn schwere Störungen des Arbeitsmarktes dies erfordern.

b. als Führungskräfte oder qualifizierte Fachleute international tätiger Unternehmen im Rahmen eines betrieblichen Kadertransfers.

Art. 13 Ausnahmen

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

i. Ausländer, die sich im Auftrag des Arbeitgebers vorübergehend im Ausland aufgehalten haben und zu ihm zurückkehren, wenn:

1. der Auslandsaufenthalt nicht länger als zwei Jahre gedauert hat und vor der Ausreise die kantonale Fremdenpolizeibehörde im Einvernehmen mit der kantonalen Arbeitsmarktbehörde eine Zusicherung für die Wiedereinreise erteilt hat,

2. bei einem längeren Auslandsaufenthalt das BIGA der Wiedereinreise zugestimmt hat;

Art. 23 Bewilligung

¹Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die Bewilligung wird erstmals für höchstens ein Jahr erteilt.

Art. 29

4bis Dem Grenzgänger, der seit fünf Jahren eine Erwerbstätigkeit ausgeübt hat, kann der Stellen- oder Berufswechsel nur verweigert werden, wenn schwere Störungen des Arbeitsmarktes dies erfordern.

Art. 29 Stellen-, Berufs- und Kantonswechsel

4Der Stellen-, Berufs- und Kantonswechsel wird bewilligt, wenn der bisherige Arbeitsvertrag ordnungsgemäss aufgelöst worden ist und dem Antritt der neuen Stelle nach den Vorschriften des Bundes nichts entgegensteht.

Art. 49

1 Die kantonalen Arbeitsmarktbehörden sind zuständig für:

h. die Zustimmung zur Wiedereinreise nach vorübergehendem Ausländeraufenthalt (Art. 13 Bst. i);

Art. 49 Kantonale Arbeitsmarktbehörden

1 Die kantonalen Arbeitsmarktbehörden sind zuständig für:

Art. 50

Das BIGA ist zuständig für:

a. Aufgehoben

Art. 50 BIGA

Das BIGA ist zuständig für:

a. die Zustimmung zur Wiedereinreise nach längerem Ausländeraufenthalt (Art. 13 Bst. i Ziff. 2);

II

Diese Änderung tritt am 1. Mai 1993 in Kraft.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident:

Der Bundeskanzler:

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENÖSSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Bern,

An die
Kantonsregierungen

Ausländerregelung 1993

Ausserordentliche Teilrevision der Verordnung des Bundesrates
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986

Frau Schultheiss,
Herr Regierungspräsident,
Frau Regierungsrätin,
Herren Regierungsräte,

Unter Berücksichtigung des negativen Abstimmungsausgangs vom 6. Dezember 1992 und der Notwendigkeit zu autonomen Reformmassnahmen, welche unsere Wettbewerbsfähigkeit und den Wirtschaftsstandort Schweiz verbessern sollen, hat der Bundesrat am 21. April 1993 eine ausserordentliche Teilrevision der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer beschlossen. Sie wird am 1. Mai 1993 in Kraft treten und ist Teil des am 20. Januar 1993 vorgestellten ersten Massnahmenpaketes zur Revitalisierung unserer Wirtschaft.

1. Allgemeine Erwägungen

Im gegenwärtig kritischen Umfeld sind Einschränkungen im freien Personenverkehr einer schnellen Wiederbelebung der Wirtschaft besonders hinderlich. Entsprechend seiner im Bericht vom

15. Mai 1991 vorgestellten Politik hat der Bundesrat daher eine weitere Liberalisierung bei den Begrenzungsmaßnahmen beschlossen. Damit führt er die im letzten Herbst bei der jährlichen Verordnungsrevision festgelegten Massnahmen fort.

Die jetzige, ausserordentliche Revision wurde nicht dem Vernehmlassungsverfahren unterzogen, berücksichtigt jedoch die bereits früher geäusserten Wünsche und Argumente von politischer und wirtschaftlicher Seite. Das übliche Vernehmlassungsverfahren wird dagegen für die ordentliche Verordnungsrevision im Sommer dieses Jahres aufgenommen.

2. Materielle Änderungen

Die wesentlichen Änderungen, welche am 1. Mai 1993 in Kraft treten werden, betreffen insbesondere einfachere Verfahrensabläufe, die erleichterte Zulassung für bestimmte hochqualifizierte Arbeitskräfte und eine schrittweise Besserstellung langjähriger Grenzgänger auf dem schweizerischen Arbeitsmarkt.

2.1 Zulassung von leitendem und hochqualifiziertem Personal

Die international verschärfte Konkurrenz zwingt zu einer Beschleunigung des strukturellen Anpassungsprozesses unserer Wirtschaft. In diesem Hinblick ist der schnelle Zugriff auf hochqualifizierte Ausländer unerlässlich, zumal gerade sie oft eine Schlüsselrolle in der weltweiten Umstrukturierungsphase übernehmen können. Behinderungen dieser Arbeitskräftekatgorie in ihrer Mobilität, die sie fast in allen Ländern geniessen, würden Unternehmer und zukünftige Investoren abschrecken und zur wirtschaftlichen Isolation unserer Landes führen.

Die formelle Aufhebung des Vorrangs inländischer Arbeitskräfte bei der Rekrutierung dieser Arbeitnehmer wird ohne negative Auswirkungen auf die Beschäftigungslage bleiben. Wie unsere Beobachtungen zeigten, hat eine Mehrheit der Kantone die Prüfung der entsprechenden Gesuche bereits heute deutlich erleichtert;

eine weitere Verfahrensbeschleunigung wird das Ansehen der Schweiz als Arbeitsplatz und Investitionsland wieder stärken, obwohl ihre Ausländerregelung trotz zahlreicher Erleichterungen von verschiedenen Kreisen nach wie vor als sehr restriktiv und dadurch abschreckend angesehen wird.

2.2 Erleichterte Wiedereinreise nach vorübergehendem Auslandsaufenthalt

Zu einer Zeit, wo berufliche Qualifikation und Mobilität im Produktionsbereich grösste Bedeutung haben, drängt sich auch ein erleichtertes Vorgehen auf, dem sich schweizerische Unternehmen beim vorübergehenden Personaltransfer ins Ausland unterziehen müssen. Die Kompetenz zur Erteilung der Zusicherung für die Wiedereinreise wird vollumfänglich den kantonalen Behörden übertragen. Der Auslandsaufenthalt darf höchstens vier Jahre betragen.

Die gleiche Möglichkeit soll inskünftig auch Arbeitnehmern, die sich aus eigenem Willen zur Aus- und Weiterbildung ins Ausland begeben, offenstehen. Damit kann verhindert werden, dass der schweizerische Arbeitsmarkt junge und gut integrierte Arbeitskräfte verliert, die sich aus beruflichen Gründen vorübergehend im Ausland aufhalten.

2.3 Besserstellung der Grenzgänger

Trotz der seit 1991 anhaltenden Abnahme bleibt die Zahl der Grenzgänger weiterhin von Bedeutung. Ihr Bestand beläuft sich auf ungefähr 170'000 Personen und entspricht damit demjenigen der Jahresaufenthalter. Rund die Hälfte arbeitet seit mindestens fünf Jahren regelmässig in der Schweiz. Die betroffenen Kantone haben bereits 1988 festgestellt, dass diese im allgemeinen gut- bis hochqualifizierte Arbeitskräfte einen wichtigen Bestandteil ihres Arbeitsmarktes ausmachen. Ihr Status bleibt jedoch nach wie vor mit Unsicherheiten behaftet, auch nach langen Jahren der interregionalen Zusammenarbeit: Die Ab-

lehnung des Entwurfs zu einem neuen Ausländergesetz im Jahre 1982 und der negative Ausgang der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 haben bisher eine Besserstellung ihrer rechtlichen Situation verhindert.

Zum jetzigen Zeitpunkt drängt sich daher eine Liberalisierung nicht nur aus sozialen, sondern auch aus wirtschaftlichen Gründen auf. Deshalb sollen im Bundesrecht einige Grundsätze festgehalten werden, welche dieser bedeutenden Arbeitnehmerkategorie einen minimalen Rechtsschutz garantieren und die berufliche Mobilität verbessern. Eine tatsächliche Gleichstellung mit Jahresaufenthaltern, wie dies der Bundesrat am 20. Januar 1993 befürwortet hat, ist weiterzuverfolgen: Weitere Vorteile werden nach Anhörung der Kantone im Vernehmlassungsverfahren, andere, wie etwa die Anerkennung eines eigentlichen Rechtsanspruchs, über bilaterale Verhandlungen oder autonom auf gesetzgeberischem Weg eingeführt werden können. Die vom Bundesrat nun beschlossenen Änderungen führen indessen bereits zu einer Verbesserung des Grenzgängerstatuts, denn nur noch schwere Störungen auf dem Arbeitsmarkt können eine kantonale Verweigerung der Bewilligungsverlängerung oder des Stellen- und Berufswechsels in den erwähnten Fällen rechtfertigen.

3. Schlussbemerkungen

Durch diesen Änderungsbeschluss der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer will der Bundesrat raschmöglichst die Rahmenbedingungen für die Schweizer Wirtschaft verbessern und ihr damit gestatten, der riesigen Herausforderung entgegenzutreten, welche sich ihr durch eine zunehmende Liberalisierungstendenz auf internationaler Ebene stellt. Diese Massnahmen werden allein jedoch nicht genügen.

Mit diesem weiteren Schritt Richtung Europa trägt der Bundesrat den gegenwärtigen politischen, wirtschaftlichen und sozialen Anliegen Rechnung; er ist überzeugt, dadurch den Bedürfnissen weiter Kreise entgegenzukommen.

Wir versichern Sie, Frau Schultheiss, Herr Regierungspräsident,
Frau Regierungsrätin, Herren Regierungsräte, unserer ausge-
zeichneten Hochachtung.

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENÖSSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Beilagen:

- Änderung der Verordnung des Bundesrates vom 6. Oktober 1986
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO)
- Weisungen und Erläuterungen zur Änderung der Verordnung
- Vergleichende Darstellung
- Übersicht
- Pressemitteilung

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENÖSSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Bern,

An die

- politischen Parteien
 - Spitzenverbände der
Arbeitgeber- und Arbeit-
nehmerorganisationen
-

Ausländerregelung 1993

Ausserordentliche Teilrevision der Verordnung des Bundesrates
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986

Sehr geehrte Damen und Herren

Unter Berücksichtigung des negativen Abstimmungsausgangs vom 6. Dezember 1992 und der Notwendigkeit zu autonomen Reformmassnahmen, welche unsere Wettbewerbsfähigkeit und den Wirtschaftsstandort Schweiz verbessern sollen, hat der Bundesrat am 21. April 1993 eine ausserordentliche Teilrevision der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer beschlossen. Sie wird am 1. Mai 1993 in Kraft treten und ist Teil des am 20. Januar 1993 vorgestellten ersten Massnahmenpaketes zur Revitalisierung unserer Wirtschaft.

1. Allgemeine Erwägungen

Im gegenwärtig kritischen Umfeld sind Einschränkungen im freien Personenverkehr einer schnellen Wiederbelebung der Wirtschaft besonders hinderlich. Entsprechend seiner im Bericht vom

15. Mai 1991 vorgestellten Politik hat der Bundesrat daher eine weitere Liberalisierung bei den Begrenzungsmaßnahmen beschlossen. Damit führt er die im letzten Herbst bei der jährlichen Verordnungsrevision festgelegten Massnahmen fort.

Die jetzige, ausserordentliche Revision wurde nicht dem Vernehmlassungsverfahren unterzogen, berücksichtigt jedoch die bereits früher geäusserten Wünsche und Argumente von politischer und wirtschaftlicher Seite. Das übliche Vernehmlassungsverfahren wird dagegen für die ordentliche Verordnungsrevision im Sommer dieses Jahres aufgenommen.

2. Materielle Änderungen

Die wesentlichen Änderungen, welche am 1. Mai 1993 in Kraft treten werden, betreffen insbesondere einfachere Verfahrensabläufe, die erleichterte Zulassung für bestimmte hochqualifizierte Arbeitskräfte und eine schrittweise Besserstellung langjähriger Grenzgänger auf dem schweizerischen Arbeitsmarkt.

2.1 Zulassung von leitendem und hochqualifiziertem Personal

Die international verschärfte Konkurrenz zwingt zu einer Beschleunigung des strukturellen Anpassungsprozesses unserer Wirtschaft. In diesem Hinblick ist der schnelle Zugriff auf hochqualifizierte Ausländer unerlässlich, zumal gerade sie oft eine Schlüsselrolle in der weltweiten Umstrukturierungsphase übernehmen können. Behinderungen dieser Arbeitskräftekatégorie in ihrer Mobilität, die sie fast in allen Ländern geniessen, würden Unternehmer und zukünftige Investoren abschrecken und zur wirtschaftlichen Isolation unserer Landes führen.

Die formelle Aufhebung des Vorrangs inländischer Arbeitskräfte bei der Rekrutierung dieser Arbeitnehmer wird ohne negative Auswirkungen auf die Beschäftigungslage bleiben. Wie unsere Beobachtungen zeigten, hat eine Mehrheit der Kantone die Prüfung der entsprechenden Gesuche bereits heute deutlich erleichtert;

eine weitere Verfahrensbeschleunigung wird das Ansehen der Schweiz als Arbeitsplatz und Investitionsland wieder stärken, obwohl ihre Ausländerregelung trotz zahlreicher Erleichterungen von verschiedenen Kreisen nach wie vor als sehr restriktiv und dadurch abschreckend angesehen wird.

2.2 Erleichterte Wiedereinreise nach vorübergehendem Auslandsaufenthalt

Zu einer Zeit, wo berufliche Qualifikation und Mobilität im Produktionsbereich grösste Bedeutung haben, drängt sich auch ein erleichtertes Vorgehen auf, dem sich schweizerische Unternehmen beim vorübergehenden Personaltransfer ins Ausland unterziehen müssen. Die Kompetenz zur Erteilung der Zusicherung für die Wiedereinreise wird vollumfänglich den kantonalen Behörden übertragen. Der Auslandsaufenthalt darf höchstens vier Jahre betragen.

Die gleiche Möglichkeit soll inskünftig auch Arbeitnehmern, die sich aus eigenem Willen zur Aus- und Weiterbildung ins Ausland begeben, offenstehen. Damit kann verhindert werden, dass der schweizerische Arbeitsmarkt junge und gut integrierte Arbeitskräfte verliert, die sich aus beruflichen Gründen vorübergehend im Ausland aufhalten.

2.3 Besserstellung der Grenzgänger

Trotz der seit 1991 anhaltenden Abnahme bleibt die Zahl der Grenzgänger weiterhin von Bedeutung. Ihr Bestand beläuft sich auf ungefähr 170'000 Personen und entspricht damit demjenigen der Jahresaufenthalter. Rund die Hälfte arbeitet seit mindestens fünf Jahren regelmässig in der Schweiz. Die betroffenen Kantone haben bereits 1988 festgestellt, dass diese im allgemeinen gut- bis hochqualifizierten Arbeitskräfte einen wichtigen Bestandteil ihres Arbeitsmarktes ausmachen. Ihr Status bleibt jedoch nach wie vor mit Unsicherheiten behaftet, auch nach langen Jahren der interregionalen Zusammenarbeit: Die Ab-

lehnung des Entwurfs zu einem neuen Ausländergesetz im Jahre 1982 und der negative Ausgang der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 haben bisher eine Besserstellung ihrer rechtlichen Situation verhindert.

Zum jetzigen Zeitpunkt drängt sich daher eine Liberalisierung nicht nur aus sozialen, sondern auch aus wirtschaftlichen Gründen auf. Deshalb sollen im Bundesrecht einige Grundsätze festgehalten werden, welche dieser bedeutenden Arbeitnehmerkategorie einen minimalen Rechtsschutz garantieren und die berufliche Mobilität verbessern. Eine tatsächliche Gleichstellung mit Jahresaufenthaltern, wie dies der Bundesrat am 20. Januar 1993 befürwortet hat, ist weiterzuverfolgen: Weitere Vorteile werden nach Anhörung der Kantone im Vernehmlassungsverfahren, andere, wie etwa die Anerkennung eines eigentlichen Rechtsanspruchs, über bilaterale Verhandlungen oder autonom auf gesetzgeberischem Weg eingeführt werden können. Die vom Bundesrat nun beschlossenen Änderungen führen indessen bereits zu einer Verbesserung des Grenzgängerstatuts, denn nur noch schwere Störungen auf dem Arbeitsmarkt können eine kantonale Verweigerung der Bewilligungsverlängerung oder des Stellen- und Berufswechsels in den erwähnten Fällen rechtfertigen.

3. Schlussbemerkungen

Durch diesen Änderungsbeschluss der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer will der Bundesrat raschmöglichst die Rahmenbedingungen für die Schweizer Wirtschaft verbessern und ihr damit gestatten, der riesigen Herausforderung entgegenzutreten, welche sich ihr durch eine zunehmende Liberalisierungstendenz auf internationaler Ebene stellt. Diese Massnahmen werden allein jedoch nicht genügen.

Mit diesem weiteren Schritt Richtung Europa trägt der Bundesrat den gegenwärtigen politischen, wirtschaftlichen und sozialen Anliegen Rechnung; er ist überzeugt, dadurch den Bedürfnissen weiter Kreise entgegenzukommen.

Wir versichern Sie, sehr geehrte Damen und Herren, unserer vorzüglichen Hochachtung.

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENÖSSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Beilagen:

- Änderung der Verordnung des Bundesrates vom 6. Oktober 1986 über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO)
- Weisungen und Erläuterungen zur Änderung der Verordnung
- Vergleichende Darstellung
- Übersicht
- Pressemitteilung

ADRESSENLISTE / LISTE DES ADRESSESI. Politische Parteien / Partis politiques

- FDP Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz
Postfach 6136, 3001 Bern
- CVP Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz
Postfach, 3001 Bern
- SPS Sozialdemokratische Partei der Schweiz
Postfach, 3001 Bern
- SVP Schweizerische Volkspartei
Generalsekretariat
Postfach, 3000 Bern 26
- LPS Liberale Partei der Schweiz
Postfach 7107, 3001 Bern
- LdU Landesring der Unabhängigen
Postfach 7075, 3001 Bern
- EVP Evangelische Volkspartei der Schweiz
Postfach, 8023 Zürich
- PST Parti Suisse du Travail
Case postale 232, 1211 Genève 8
- SD Schweizer Demokraten
Postfach 8116, 3001 Zürich
- GPS Grüne Partei der Schweiz
Marienstrasse 11
3005 Bern
- Schweizer Auto-Partei/
DIE FREIHEITLICHEN
Postfach, 4622 Egerkingen
- Lega dei Ticinesi
Casella postale 2311
6901 Lugano
- FraP Frauen macht Politik
Postfach 9353, 8036 Zürich
- EDU Eidgenössisch-Demokratische Union
Postfach, 3607 Thun 7
- CSP Christlichsoziale Partei
Postfach 5775, 3001 Bern

II. Spitzenverbände der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen /
Associations faïtières des employeurs et des travailleurs

- SHIV Schweizerischer Handels- und Industrie-Verein (Vorort)
Postfach 690, 8034 Zürich
- Schweizerischer Gewerbeverband
Postfach 2721, 3001 Bern
- Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeber-Organisationen
Postfach 504, 8034 Zürich
- Schweizerischer Bauernverband
Laurstrasse 10, 5200 Brugg
- Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Postfach 64, 3000 Bern 23
- Vereinigung Schweizerischer Angestelltenverbände
Badenerstr. 332, 8004 Zürich
- Christlichnationaler Gewerkschaftsbund der Schweiz
Postfach 5775, 3001 Bern
- Landesverband Freier Schweizer Arbeitnehmer
Badenerstr. 41, 8004 Zürich

BUNDESAMT FÜR INDUSTRIE
GEWERBE UND ARBEIT

BUNDESAMT FÜR
AUSLÄNDERFRAGEN

Bern, im Mai 1993

Weisungen und Erläuterungen

zur Änderung der Verordnung über die Begrenzung der Zahl der
Ausländer vom 21. April 1993 (BVO)

Artikel 7 Vorrang der inländischen Arbeitnehmer

Artikel 7 Absatz 5 BVO wurde bereits im letzten Herbst geändert. Die erneute Anpassung erfolgt, um den internationalen Bedürfnissen von Wirtschaft und Forschung besser Rechnung zu tragen. Der Grundsatz des freien Personenverkehrs ist bei Transfers im Rahmen von internationalen Firmengruppen, bei Forschungsprogrammen oder bei Dienstleistungen mit Spitzentechnologien nicht mehr bestritten.

Erfahrungsgemäss ist der Arbeitsmarkt, auch bei einer Entspannung, nicht imstande, diese Bedürfnisse befriedigend abzudecken. Die Schutzvorschriften zugunsten der inländischen Arbeitskräfte können bei rigoroser Anwendung zu unerwünschten Ergebnissen führen und sogar die wirtschaftliche Entwicklung ernsthaft behindern. Überdies können sie auf potentielle ausländische Investoren für den Arbeitsplatz Schweiz abschreckend wirken.

Das Prinzip des Inländervorrangs wird für bestimmte Gruppen ausländischer Arbeitskräfte, welche aber weiterhin kontingentierte bleiben, aufgehoben. Dadurch wird die Gesuchsprüfung wesentlich vereinfacht. Die Gesuchsteller haben anhand der Unterlagen aber weiterhin den Nachweis zu erbringen, welcher die Anwendung von Art. 7 Abs. 5 BVO bzw. die Freigabe einer

Einheit aus dem kantonalen oder Bundeskontingent rechtfertigt.

Artikel 7 Absatz 6 BVO greift lediglich die ehemalige Bestimmung von Art. 7 Abs. 5 BVO wieder auf, die bei befristeten Aufenthalten zur Aus- und Weiterbildung die Möglichkeit einer Ausnahme vom Prioritätsanspruch für inländische Arbeitskräfte vorsah.

Artikel 13 Ausnahmen von der zahlenmässigen Begrenzung

Artikel 13 Absatz i BVO wird ebenfalls den erhöhten Mobilitätsanforderungen angepasst. Die neue Regelung umfasst zwei Änderungen gegenüber der geltenden Bestimmung: eine Vereinfachung des Verfahrens, welche die Kompetenz für die Zustimmung zur kontingentsfreien Wiedereinreise nach einem vierjährigen Auslandsaufenthalt ganz den Kantonen überträgt. Zudem erhalten Jahresaufenthalter neu die Möglichkeit, einen persönlichen Weiterbildungsaufenthalt im Ausland zu absolvieren. Diese Möglichkeit stand bis anhin einzig Niedergelassenen und nur für eine Dauer von zwei Jahren offen.

Artikel 23 Grenzgängerbewilligungen

Artikel 23 Absatz 1 BVO wird an Artikel 5 Absatz 1 ANAG angeglichen, der für die erstmalige Aufenthaltsbewilligung keine zwingende zeitliche Grenze festlegt. So können die Kantone, wie bei den Verlängerungen, erstmalige Grenzgängerbewilligungen nun auch für länger als ein Jahr ausstellen. Diese Änderung setzt die Annäherung des Grenzgängerstatuts an dasjenige der Aufenthalter fort.

Der neue Artikel 23 Absatz 1bis BVO gewährt langjährigen Grenzgängern eine Verbesserung ihrer rechtlichen Stellung. Auch wenn es wegen des Legalitätsprinzips nicht möglich ist, einen formellen Rechtsanspruch auf Verlängerung in der Verordnung zu verankern, so erweist es sich als nötig, den An-

spruch faktisch weitgehend anzuerkennen. Denn der Arbeitnehmer hätte - wenn er sich in der Schweiz aufhalten könnte - Anspruch auf die Niederlassung mit ihren unbestreitbaren arbeitsmarktlichen Vorteilen. Um der vom Bundesrat verfolgten Integrationspolitik zusätzlichen Gehalt zu verleihen, wird bei der Verlängerung der Grenzgängerbewilligungen eine Neuerung eingeführt: Nur bei einem erheblichen Rückgang der wirtschaftlichen Aktivitäten, und wenn dies zu schweren, anhaltenden Störungen des Arbeitsmarktes führt, soll eine Verlängerung verweigert werden können, was einer administrativ verordneten Entlassung gleichkommt. Zum jetzigen Zeitpunkt, wo der Bundesrat diese Regelung einführt, sieht er diese Voraussetzungen jedoch nicht als erfüllt. Dies auch deshalb, weil die Grenzgänger aufgrund ihrer Beschäftigungsdauer sozusagen als integrierter Bestandteil des Arbeitsmarktes betrachtet werden können.

Artikel 29 Stellen-, Kantons- und Berufswechsel

Die im Herbst 1992 vorgenommene Änderung von Artikel 29 Absatz 2 BVO hob für Grenzgänger die einjährige Wartefrist für den Stellen-, Berufs- oder Kantonswechsel auf, während der Ausnahmen bewilligt werden konnten. Die Kantone können nun dem Grenzgänger jederzeit die berufliche und geographische Mobilität gewähren.

Der neue Artikel 29 Absatz 4bis BVO räumt dem Grenzgänger faktisch die berufliche Mobilität (Stellen- und Berufswechsel) innerhalb der Grenzzone ein, in der er zur Erwerbstätigkeit berechtigt ist. Auch hier will der Bundesrat eine vom Grundsatz abweichende Praxis einführen, von der nur unter denselben strengen Bedingungen wie bei Verweigerung der Verlängerung abgewichen werden kann.

In diesem Zusammenhang ist daran zu erinnern, dass das französisch-schweizerische Grenzgängerabkommen von 1958 das Recht auf den Stellenwechsel bereits nach zwei Jahren vorsieht; es enthält dagegen keine Fristen für den Berufswechsel.

BUNDESAMT FÜR INDUSTRIE, GEWERBE UND ARBEIT

2-kr

Bern, 31. März 1993

Règlement des étrangers 1993;

Modification partielle extraordinaire
de l'Ordonnance du Conseil fédéral limitant
le nombre des étrangers du 6 octobre 1986

Ergänzung zum Mitberichtsdokument vom 29. März 1993

Der beiliegende *Änderungsentwurf zur Verordnung über die Zahl der Ausländer (BVO) sowie die Vergleichende Darstellung (d + f)* ersetzen die entsprechenden Versionen vom 29. März.

Die beiliegende Fassung ist aufgrund der Ämterkonsultation abgeändert und mit dem BJ und der BK abgesprochen worden.

Wir bitten Sie um Kenntnisnahme und danken für Ihr Verständnis.

Abteilung Arbeitsmarkt

i. V. K. Rohner



Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

Änderung vom

Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:

I

Die Verordnung vom 6. Oktober 1986¹⁾ über die Begrenzung der Zahl der Ausländer wird wie folgt geändert:

Art. 7 Abs. 5 und 6

⁵Der Vorrang der inländischen Arbeitnehmer gilt nicht für Bewilligungen zur erstmaligen Erwerbstätigkeit ausländischer Arbeitnehmer, die einreisen wollen:

- a. als Führungskräfte oder qualifizierte Fachleute international tätiger Unternehmen im Rahmen eines betrieblichen Kadertransfers;
- b. als Führungskräfte oder hochqualifizierte Fachleute, die für bedeutende Forschungsprojekte in Unternehmungen und Forschungsinstituten unentbehrlich oder für die Erfüllung ausserordentlicher Aufgaben unerlässlich sind.

⁶Ausnahmen vom Vorrang der inländischen Arbeitnehmer sind möglich bei Bewilligungen zur erstmaligen Erwerbstätigkeit ausländischer Arbeitnehmer, die für begrenzte Zeit zur Aus- oder Weiterbildung einreisen wollen.

1) SR 823.21

Art. 13 Bst. i

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

- i. Ausländer, die sich vorübergehend im Auftrag des Arbeitgebers oder zu Weiterbildungszwecken für höchstens vier Jahre im Ausland aufgehalten haben, wenn die kantonale Fremdenpolizeibehörde im Einvernehmen mit der kantonalen Arbeitsmarktbehörde vor der Ausreise eine Zusicherung für die Wiedereinreise erteilt hat;

Art. 23 Abs. 1 und 1bis

¹Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die erstmalige Bewilligung wird in der Regel für ein Jahr erteilt.

^{1bis}Hat der Grenzgänger seit fünf Jahren ununterbrochen eine Erwerbstätigkeit ausgeübt, so darf die Verlängerung der Bewilligung nur verweigert werden, wenn schwere Störungen des Arbeitsmarktes dies erfordern.

Art. 29 Abs. 4bis

^{4bis}Hat der Grenzgänger seit fünf Jahren eine Erwerbstätigkeit ausgeübt, so darf der Stellen- oder Berufswechsel nur verweigert werden, wenn schwere Störungen des Arbeitsmarktes dies erfordern.

Art. 50 Bst. a

Das BIGA ist zuständig für:

- a. *Aufgehoben*

Art. 57 Abs. 3

3 Aufgehoben

II

Diese Änderung tritt am 1. Mai 1993 in Kraft.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident:

Der Bundeskanzler:

b. als Führungskräfte oder hochqualifizierte Fachleute, die für bedeutende Forschungsprojekte in Unternehmen und Forschungsinstitutionen unentbehrlich oder für die Erfüllung ausserordentlicher Aufgaben unerlässlich sind.

Gausnahmen vom Vorrang der inländischen Arbeitnehmer sind möglich bei Bewilligungen zur erstmaligen Erwerbstätigkeit ausländischer Arbeitnehmer, die für begrenzte Zeit zur Aus- oder Weiterbildung einreisen wollen.

Art. 13

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

1. Ausländer, die sich vorübergehend im Auftrag des Arbeitgebers oder zu Weiterbildungszwecken für höchstens vier Jahre im Ausland aufgehalten haben, wenn die kantonale Fremdenpolizeibehörde im Einvernehmen mit der kantonalen Arbeitsmarkthörde vor der Ausreise eine Zusicherung für die Wiedereinreise erteilt hat;

b. als Führungskräfte oder qualifizierte Fachleute international tätiger Unternehmen im Rahmen eines betrieblichen Kaderttransfers.

Art. 13 Ausnahmen

Von den Höchstzahlen ausgenommen sind:

1. Ausländer, die sich im Auftrag des Arbeitgebers vorübergehend im Ausland aufgehalten haben und zu ihm zurückkehren, wenn:

1. der Auslandaufenthalt nicht länger als zwei Jahre gedauert hat und vor der Ausreise die kantonale Fremdenpolizeibehörde im Einvernehmen mit der kantonalen Arbeitsmarkthörde eine Zusicherung für die Wiedereinreise erteilt hat,

2. bei einem längeren Auslandaufenthalt das BIGA der Wiedereinreise zugestimmt hat;

Art. 23

Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die erstmalige Bewilligung wird in der Regel für ein Jahr erteilt.

1bis Hat der Grenzgänger seit fünf Jahren ununterbrochen eine Erwerbstätigkeit ausgeübt, so darf die Verlängerung der Bewilligung nur verweigert werden, wenn schwere Störungen des Arbeitsmarktes dies erfordern.

Art. 23 Bewilligung

Wer als Grenzgänger eine Erwerbstätigkeit ausüben will, braucht eine Grenzgängerbewilligung. Die Bewilligung wird erstmals für höchstens ein Jahr erteilt.

Revision Ausländerregelung 1993

Ausländerregelung 1992/93

Vergleichende Darstellung

Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

Verordnung
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer
(BVO)

Änderung vom

vom 6. Oktober 1986 (Stand 21. Oktober 1992)

Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:

Der Schweizerische Bundesrat
verordnet:

I

Die Verordnung vom 6. Oktober 1986 über die
Begrenzung der Zahl der Ausländer wird wie folgt
geändert:

Art. 7

Art. 7 Vorrang der inländischen Arbeitnehmer

5Der Vorrang der inländischen Arbeitnehmer gilt
nicht für Bewilligungen zur erstmaligen Erwerbs-
tätigkeit ausländischer Arbeitnehmer, die einrei-
sen wollen:

5Ausnahmen sind möglich bei Gesuchen zur erstma-
ligen Erwerbstätigkeit von ausländischen Arbeit-
nehmern, die für begrenzte Zeit einreisen wollen:

a. als Führungskräfte oder qualifizierte Fachleute
international tätiger Unternehmen im Rahmen
eines betrieblichen Kadertransfers;

a. zum Zwecke der Aus- oder Weiterbildung

Art. 29

4b) Hat der Grenzgänger seit fünf Jahren eine Erwerbstätigkeit ausgeübt, so darf der Stellen- oder Berufswechsel nur verweigert werden, wenn schwere Störungen des Arbeitsmarktes dies erfordern.

Art. 50

Das BIGA ist zuständig für:

a. Aufgehoben

Art. 57

3 Aufgehoben

Art. 29 Stellen-, Berufs- und Kantonswechsel

4) Der Stellen-, Berufs- und Kantonswechsel wird bewilligt, wenn der bisherige Arbeitsvertrag ordnungsgemäss aufgelöst worden ist und dem Antritt der neuen Stelle nach den Vorschriften des Bundes nichts entgegensteht.

Art. 50 BIGA

Das BIGA ist zuständig für:

a. die Zustimmung zur Wiedereinreise nach längerem Auslandsaufenthalt (Art. 13 Bst. i Ziff. 2);

Art. 57 Aufhebung und Änderung bisherigen Rechts

3) Die Gebührenverordnung ANAG vom 20. April 1983 wird wie folgt geändert:

Art. 7 Bst. b

...

Art. 8 Bst. g

...

II

Diese Änderung tritt am 1. Mai 1993 in Kraft.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident:

Der Bundeskanzler:

Ordonnance
limitant le nombre des étrangers
(OLE)

Modification du

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

L'ordonnance du 6 octobre 1986 ¹⁾ limitant le nombre des étrangers est modifiée comme il suit:

Art 7, al. 5 et 6

⁵Ne sont pas soumises à l'application du principe de la priorité des travailleurs résidants les demandes pour les travailleurs étrangers désirant venir en Suisse:

- a. En qualité de dirigeants ou de spécialistes qualifiés de sociétés dont l'activité se développe sur le plan international, et qui sont transférés au sein du groupe;
- b. En qualité de dirigeants ou de spécialistes hautement qualifiés, indispensables pour des projets de recherche importants dans des entreprises ou des instituts de recherche, ou indispensables à l'exécution de tâches extraordinaires.

⁶S'agissant de demandes pour l'exercice d'une première activité, il est possible de faire des exceptions au principe de la priorité des travailleurs résidants pour des travailleurs étrangers désirant venir en Suisse pour un temps limité afin de se former ou de se perfectionner.

1) RS 823.21

Art. 13, let. i

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

- i. Les étrangers qui ont séjourné provisoirement à l'étranger pour le compte de leur employeur ou à des fins de perfectionnement pour une durée de quatre ans au maximum, si les autorités cantonales de police des étrangers, d'entente avec l'office cantonal de l'emploi, leur ont donné, avant le départ, l'assurance qu'ils pourraient revenir en Suisse;

Art. 23, al. 1 et 1^{bis}

¹Quiconque veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est en règle générale accordée pour un an.

^{1bis}La prolongation de l'autorisation ne pourra être refusée au frontalier qui a exercé une activité de manière ininterrompue depuis cinq ans que si des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Art. 29, al. 4^{bis}

^{4bis}L'autorisation de changer de place et de profession ne pourra être refusée au frontalier qui a exercé une activité depuis cinq ans que si des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Art. 50, let. a

L'OFIAMT est compétent en matière de:

a. Abrogée

Art. 57, 3e al.

³ Abrogé

II

La présente modification entre en vigueur le 1er mai 1993.

Au nom du Conseil fédéral suisse

Le président de la Confédération:

Le chancelier de la Confédération:

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère
Révision 1993

TABLEAU

Réglementation de la main-d'oeuvre étrangère 1992/93
COMPARATIF

Ordonnance
limitant le nombre des étrangers
(OLE)

Ordonnance
limitant le nombre des étrangers
(OLE)

Modification du

du 6 octobre 1986

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

Le Conseil fédéral suisse
arrête:

I

L'ordonnance du 6 octobre 1986 limitant le nombre des étrangers est modifiée comme il suit:

Art. 7

Art. 7 Priorité des travailleurs indigènes

5Ne sont pas soumises à l'application du principe de la priorité des travailleurs résidents les demandes pour les travailleurs étrangers désirant venir en Suisse:

5S'agissant de demandes pour l'exercice d'une première activité, il est possible de faire des exceptions pour les travailleurs étrangers désirant venir en Suisse pour un temps limité:

- a. En qualité de dirigeants ou de spécialistes qualifiés de sociétés dont l'activité se développe sur le plan international, et qui sont transférés au sein du groupe;
- b. En qualité de dirigeants ou de spécialistes hautement qualifiés, indispensables pour des projets de recherche importants dans des entreprises ou des instituts de recherche, ou indispensables à l'exécution de tâches extraordinaires.

- a. Afin de se former ou de se perfectionner;
- b. En qualité de dirigeant ou de spécialiste qualifié de sociétés dont l'activité se développe sur le plan international, et qui sont transférés au sein du groupe.

6S'agissant de demandes pour l'exercice d'une première activité, il est possible de faire des exceptions au principe de la priorité des travailleurs résidents pour des travailleurs étrangers désirant venir en Suisse pour un temps limité afin de se former ou de se perfectionner.

Art. 13

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

i. Les étrangers qui ont séjourné provisoirement à l'étranger pour le compte de leur employeur ou à des fins de perfectionnement pour une durée de quatre ans au maximum, si les autorités cantonales de police des étrangers, d'entente avec l'office cantonal de l'emploi, leur ont donné, avant le départ, l'assurance qu'ils pourraient revenir en Suisse;

Art. 23

1 Quiconque veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est en règle générale accordée pour un an.

1bis La prolongation de l'autorisation ne pourra être refusée au frontalier qui a exercé une activité de manière ininterrompue depuis cinq ans que si des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Art. 13 Exceptions

Ne sont pas comptés dans les nombres maximums:

i. Les étrangers qui ont été envoyés provisoirement à l'étranger par leur employeur:

1. Lorsque le séjour à l'étranger n'a pas dépassé deux ans et que les autorités cantonales de police des étrangers, d'entente avec l'office cantonal de l'emploi, leur ont donné, avant le départ, l'assurance qu'ils pourraient revenir en Suisse;
2. Lorsque, pour des séjours plus longs, l'OFIAMT leur a donné son approbation pour le retour;

Art. 23 Autorisations

1 Quiconque veut exercer une activité lucrative en tant que frontalier doit requérir une autorisation pour frontalier. La première autorisation est accordée pour un an au plus.

Art. 29

4bis L'autorisation de changer de place et de profession ne pourra être refusée au frontalier qui a exercé une activité depuis cinq ans que si des perturbations graves du marché du travail l'exigent.

Art. 50

L'OFIAMT est compétent en matière de:

a. Abrogée

Art. 57, 3e al.

3 Abrogé

II

La présente modification entre en vigueur le 1er mai 1993.

Au nom du Conseil fédéral suisse

Le président de la Confédération:

Le chancelier de la Confédération:

Art. 29 Changement de place, de profession et de canton

4 Le changement de place, de profession ou de canton sera autorisé lorsque le contrat de travail a été résilié régulièrement et que rien ne s'oppose à ce que l'étranger occupe un nouvel emploi selon les prescriptions fédérales.

Art. 50 OFIAMT

L'OFIAMT est compétent en matière de:

a. Approbations pour le retour après un séjour prolongé à l'étranger (art. 13, let. i, ch.2);

Art. 57 Abrogation et modification du droit en vigueur

3 Le tarif des taxes de la LSEE du 20 avril 1983 est modifié comme il suit:

Art. 7, let. b

..

Art. 8, let. g

...



EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

771.25

3003 Bern, den 19. April 1993

An den Bundesrat

Réglementation des étrangers 1993;

**Modification partielle extraordinaire de l'Ordonnance du Conseil fédéral
 limitant le nombre des étrangers du 6 octobre 1986**

Mitbericht

zum Antrag des EJPD und EVD vom 29. März 1993

Wir sind mit dem Antrag des EJPD und EVD **nicht einverstanden** und beantragen, die vorgesehenen Aenderungen bis zur ordentlichen Revision der Verordnung im Herbst dieses Jahres zurückzustellen.

Begründung

Obwohl sich die beantragten Aenderungen in verhältnismässig engen Grenzen halten, würde von ihnen - angesichts des dramatischen Anstiegs der Arbeitslosigkeit - ein falsches politisches Signal ausgehen. Wir müssen deshalb darauf bestehen, dass über die im Rahmen des Revitalisierungsprogramms angekündigten Liberalisierungen erst im Rahmen der Beschlüsse des Bundesrates über die Begrenzung der Zahl der Ausländer für das Jahr 1994 befunden wird. Im Gegensatz zu den beigelegten Weisungen und Erläuterungen zur Verordnungsänderung scheint uns zur Zeit eine schwere Störung des Arbeitsmarktes vorzuliegen.

EIDG. FINANZDEPARTEMENT

Shu

Stich

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDGENÖSSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

530.2

Bern, 20. April 1993

An den Bundesrat

Ausländerregelung 1993

Ausserordentliche Teilrevision der Verordnung des Bundesrates
über die Begrenzung der Zahl der Ausländer vom 6. Oktober 1986

Stellungnahme

zum Mitbericht des EFD vom 19. April 1993.

Wir sind mit dem Mitbericht des EFD aus folgenden Gründen
nicht einverstanden.

1. Die vorliegenden Änderungen haben gerade zum Ziel, zur Ankurbelung der schweizerischen Wirtschaft beizutragen. Dadurch, dass v. a. international tätige Unternehmen in der Schweiz Führungs- und hochqualifizierte Spitzenkräfte ohne lange administrative Umtriebe einstellen können, die sie trotz der gegenwärtigen Lage auf dem schweizerischen Arbeitsmarkt nicht finden, erhalten sie grössere Flexibilität. Dies trägt u. E. wesentlich zur Attraktivitätssteigerung für den Arbeits- und Investitionsstandort Schweiz und damit zur Erhaltung und Schaffung von Arbeitsplätzen in unserem Lande bei.
2. Ein weiteres Hinauszögern dieser aus wirtschaftlicher Sicht dringlichen Massnahmen setzt u. E. falsche Signale. Potentielle Investoren benötigen klare politische Zeichen, die sie dazu ermutigen, ihre Aktivitäten in der Schweiz auszubauen oder gar vom Ausland in die Schweiz zu verlegen.

3. Der Bundesrat hat im Rahmen des Revitalisierungspakets 1 die federführenden Departemente mit der Vorlage dieser Massnahmen mit Entscheid vom 20. Januar 1993 beauftragt. Er tat dies in voller Kenntnis der sich bereits damals klar abzeichnenden Entwicklung auf dem Arbeitsmarkt.
4. Wir halten daher an unserem Antrag fest.

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

Belamm

EIDGENÖSSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

A. Koll